

BOSWELL, Terry et Christopher CHASEDUNN. *The Spiral of Capitalism and Socialism : Toward Global Democracy*. Londres et Boulder, Lynne Rienner 2000, XIII+280 p.

Joseph Pestiau

Le projet des Amériques sept années plus tard
Volume 32, numéro 4, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704350ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/704350ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pestiau, J. (2001). BOSWELL, Terry et Christopher CHASEDUNN. *The Spiral of Capitalism and Socialism : Toward Global Democracy*. Londres et Boulder, Lynne Rienner 2000, XIII+280 p. *Études internationales*, 32 (4), 797-799.
<https://doi.org/10.7202/704350ar>

2. COMPTES RENDUS

THÉORIES, IDÉOLOGIES ET MÉTHODE

The Spiral of Capitalism and Socialism: Toward Global Democracy.

BOSWELL, Terry et Christopher CHASE-DUNN. Londres et Boulder, Lynne Rienner 2000, XIII+280 p.

Ce livre tente de renouer avec une perspective marxiste qui serait dépouillée des erreurs théoriques qu'on lui a reprochées. Il commence par une analyse de ce qui est, pour ensuite explorer les chemins qui mèneraient vers ce qui pourrait et devrait être. Il repère les structures, les tendances et les cycles de l'histoire sociale d'un monde en voie d'unification depuis 500 ans, afin d'y repérer les conditions favorables à l'action politique et éthique. Il ne croit ni au matérialisme historique ni à l'inéluctabilité d'une évolution historique, mais table sur la compréhension de cette évolution dont pâtissent les hommes pour y découvrir les occasions qu'ils pourraient saisir pour agir en vue de la liberté et de la justice. Le capitalisme et ses progrès sont aussi les conditions de la montée du socialisme. Celui-là engendre les moyens et le désir de celui-ci, non selon une loi nécessaire, mais à travers les expériences tâtonnantes des acteurs sociaux.

Comme le capitalisme, le socialisme doit être mondial pour l'emporter et s'instituer durablement. Il ne peut se limiter à un seul pays, son hégémonie doit être globale, sinon il sera fatalement corrompu et détruit

par le système capitaliste. L'hégémonie doit d'abord s'entendre au sens idéologique : des normes comme des institutions doivent apparaître légitimes pour s'imposer à moindres frais ; d'autre part, comme il n'y a pas d'État global pour les imposer par la force, c'est surtout par l'idéologie qu'un ordre mondial s'institue. Celui-ci peut d'ailleurs correspondre à l'hégémonie d'un État particulier.

Le chapitre 1 traite de l'économie politique du système mondial capitaliste. Il distingue dans les 500 dernières années, trois dynamiques qui réagissent les unes sur les autres et mènent en fin de compte vers une plus grande intégration du système. La première est politique : les États se multiplient à travers des mouvements de libération nationale à l'encontre des empires établis ; ils mènent des guerres entre eux, des guerres parfois indistinctes de révolutions sociales et qui sont parfois globales comme les nouveaux empires qui tentent de s'établir. Car les puissances capitalistes – avec leurs firmes – poursuivent des politiques néo-coloniales et tentent avec plus ou moins de succès d'occuper une position hégémonique, idéologiquement, économiquement et militairement. La seconde dynamique est économique : le marché crée des interdépendances de plus en plus étroites et des relations inégales entre classes et pays. Il n'y a plus d'esclaves ou d'empires tributaires, mais l'exploitation prend d'autres formes. Cependant, chacune des superpuissances qui se sont succédé, et l'« ordre » qu'elle a imposé au monde, ont fini par décliner et à faire place à la « concurrence ». La troisième dynamique est d'ordre technique, culturel et organisationnel : elle obéit aux

cycles K (Kondratieff), chacun reposant sur une grappe d'innovations, un certain capital humain et social, déterminant un mode de production et d'exploitation, donnant temporairement l'avantage à une puissance particulière.

Le chapitre 2 s'intitule « Révolutions mondiales et l'économie politique du socialisme ». Il s'agit des révolutions qui ont changé l'ordre du monde, en changeant d'abord les valeurs à la mode, le pensable et le possible. L'abolition de l'esclavage, le suffrage universel et la libération nationale des colonisés ou des peuples minoritaires sont des exemples de ces révolutions. Elles surviennent en relation aux cycles K, lorsque les difficultés d'adaptation de l'économie à la concurrence et à de nouvelles techniques sont au maximum. Le capitalisme a pu s'y adapter ; il en a résulté une plus grande liberté, une amélioration des conditions de vie des travailleurs et une diminution de l'exploitation. Elles ont un effet cumulatif et le socialisme ne pourra se réaliser qu'au terme d'une série de ces révolutions. L'auteur insiste sur la nécessité du triomphe d'une révolution dans le système mondial pour que cette révolution s'impose durablement. Si le socialisme ne remplace pas le capitalisme en son centre, il ne pourra l'emporter dans aucun pays de la périphérie.

Le chapitre 3 place dans la perspective du système mondial, la révolution qui vit l'écroulement de l'URSS et de ses satellites, et donna au capitalisme une victoire apparemment définitive. Certainement jusque dans les années 1960, le socialisme étatique poursuivit efficacement une indus-

trialisation rapide dans la zone dépendant de l'URSS et dans ces pays du tiers-monde qui l'adoptèrent parce qu'ils souffraient à la fois de l'exploitation capitaliste et de l'exploitation coloniale ou néo-coloniale. Il offrait indépendance nationale, égalité et développement. Mais dans les années 1980, il connut une crise économique si profonde qu'il perdit toute légitimité. C'est qu'il n'avait cessé d'appartenir au système capitaliste avec lequel il était en concurrence et ne put adapter ses méthodes de production de masse à des méthodes plus flexibles.

Le chapitre suivant porte le même titre que le livre dont il fait partie : « La spirale du capitalisme et du socialisme ». Il situe les États socialistes dans l'histoire à long terme des interactions entre l'expansion du capitalisme et l'approfondissement des résistances qui ont transformé ce même capitalisme. Les États socialistes correspondaient à des formes de résistance au capitalisme, mais celui-ci s'est adapté aux oppositions, réformes et révolutions qu'il a provoquées. Il en résulte un cycle d'adaptations et de réactions, et un progrès à travers ce cycle – d'où l'image de la spirale –, vers la mondialisation et un socialisme mondial à venir. La défaite de 1989 n'aurait donc rien de définitif. Le monde est dans l'attente d'une résistance à la mesure du capitalisme triomphant.

Malheureusement, le chapitre 5 ne répond à cette attente qu'en offrant une utopie : le socialisme de marché et un État mondial. Celui-ci se construirait sur la reconnaissance des peuples, y compris les peuples mino-

ritaires et opprimés aujourd'hui, et sur la reconnaissance d'associations régionales d'États nationaux. Il réglerait le socialisme de marché, système économique mixte où les petites entreprises demeurent privées, tandis que le capital des transnationales est distribué à leurs travailleurs pour un tiers et aux citoyens pour le reste. Le chapitre se termine sur l'espoir que les mouvements de la nouvelle gauche qui prolifèrent depuis 1968 et surtout 1989, se réuniront dans la perspective d'une telle utopie. Le dernier chapitre envisage avec plus de réalisme et de précisions quels seraient les développements possibles du futur dans cette perspective.

Ce livre se fonde sur de nombreux travaux portant sur le système mondial et jette certainement un éclairage intéressant sur l'histoire moderne, mais il manie généralisations et simplifications avec une audace parfois excessive et qui laisse le lecteur sur sa faim. Cependant, il donne faim : il replace ses analyses dans la perspective du sens et de la justice à faire, ce qui n'est pas une mince affaire sous le règne de la pensée unique.

La proposition d'un État mondial qu'on trouve dans ce livre, demanderait plus de précaution. Cet État est envisagé comme le cadre des mouvements politiques démocratiques mondiaux, mais il demeure qu'un Léviathan est plus terrible encore que plusieurs en concurrence. Enfin, on peut regretter que ne soit pas mise en lumière la dialectique entre analyse du réel, compréhension de ce qui doit être fait et prospection des possibles. Il ne suffit pas de les mettre toutes trois en parallèle : ce que nous pou-

vons espérer, ce que nous devons faire et ce qui est, ne se définissent pas indépendamment l'un de l'autre.

Joseph PESTIAU

*Professeur retraité
Collège Saint-Laurent, Montréal*

Le néolibéralisme à travers la pensée économique. Apologie et critique.

*JOYAL, André. Québec, Les Presses de
l'Université Laval, 2000, 138 p.*

L'analyse historique du néolibéralisme nous conduit inéluctablement à une réflexion très large de l'ensemble de l'histoire de la pensée économique, au moins depuis Adam Smith. Autrement dit, le capitalisme et l'économie de marché ont toujours favorisé les réflexions économiques sur l'optimum, l'intérêt collectif par l'intérêt individuel, l'intervention économique réduite de l'État, la détermination décentralisée des prix et la loi de la valeur ou les processus d'innovation et de développement de l'entreprise. C'est donc à une promenade à travers l'ensemble de la pensée économique à laquelle ce petit ouvrage nous convie, sous l'angle spécifique du néolibéralisme, doctrine qui cherche à garantir les libertés individuelles, la libre entreprise, la concurrence, les initiatives individuelles et, de manière parfois diffuse, les valeurs démocratiques de tolérance.

Si avant Adam Smith il y bien eu quelques économistes recommandant la liberté du commerce et de l'industrie (notamment les physiocrates ou Richard Cantillon), c'est avec Adam Smith que le libéralisme a pris ses lettres de noblesse, avec l'affirmation selon laquelle l'intérêt individuel serait